

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché de fourniture de matériels et produits médicaux destinés  
à la clinique dentaire de Meurthe et Moselle  
gérée par l'UGECAM Nord-Est**

Marché A Procédure Adaptée (MAPA) passé selon les articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique

Code CPV 33130000-0  
(Instruments et appareils de dentisterie et de ses sous-spécialités)

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)  
POUR L'ENSEMBLE DES LOTS**

## Table des matières

Définitions.....	4
ARTICLE - 1     Objet et durée du marché .....	4
1.1 – Objet du marché .....	4
1.2 – Durée du marché .....	4
ARTICLE - 2     Dispositions générales .....	4
2.1 – Forme, spécification et procédure de passation du marché.....	4
2.2 – Textes applicables et documents de référence (liste non exhaustive).....	5
2.3 – Allotissement .....	5
ARTICLE - 3     Pièces contractuelles du marché .....	5
ARTICLE - 4     Engagement du titulaire .....	5
ARTICLE - 5     Exécution du marché .....	6
5.1 – Obligations du titulaire.....	6
5.1.1 Obligation de résultat .....	6
5.1.2 Obligation de conseil et d’alerte .....	6
5.2 – Description des prestations .....	6
5.3 – Modalités d’exécution des prestations .....	7
5.3.1 – Délais de livraison .....	7
5.3.2 – Lieux de livraison.....	7
5.3.3 – Stockage, emballage et transport .....	7
5.3.4 – Bordereaux de livraison .....	8
5.3.5 – Contrôles et vérifications .....	8
5.3.6 – Sécurité.....	9
5.4 – Durée de validité des produits.....	9
5.5 – Pénalités et réfections.....	9
5.5.1 – Nature et montant des pénalités (HORS champ de TVA) et réfections.....	9
5.5.2 – Modalités d’application des pénalités .....	10
5.6 – Clause de non exclusivité.....	10
5.7 – Prestations HORS BPU.....	10
ARTICLE - 6     Prix du marché .....	11
6.1 – Contenu et forme des prix .....	11
6.2 – Bon de commandes .....	11
6.3 – Révision des prix.....	12
ARTICLE - 7     Modalités de règlement.....	12
7.1 – Acomptes .....	12
7.2 – Présentation des demandes de paiement .....	12
7.3 - Délai global de paiement .....	14
7.4 – Paiement des groupements d’opérateurs économiques (cotraitants) .....	14
7.5 – Nantissement et cession de créance .....	14
ARTICLE - 8     Sous-traitance.....	14

ARTICLE - 9	Garantie, Responsabilité et assurance.....	15
9.1 – Garantie.....		15
9.2 – Responsabilité.....		15
9.3 – Assurance .....		16
ARTICLE - 10	Résiliation .....	16
ARTICLE - 11	Force majeure .....	16
ARTICLE - 12	Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
ARTICLE - 13	Règlement des litiges – langues – Evolution de la législation.....	17
ARTICLE - 14	Clause de confidentialité.....	18
ARTICLE - 15	Développement durable .....	19
ARTICLE - 16	Désignation des référents du marché .....	19
ARTICLE - 17	Dérogation au CCAG-FCS en vigueur .....	19

## DEFINITIONS

---

**AE** : Acte d'Engagement

**CCP** : Cahier des Clauses Particulières

**Code de la commande publique** : Textes issus de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

**BPU** : Bordereau de Prix Unitaires.

**RGPD** : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018

**Sous-traitant** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par le coordonnateur.

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

## ARTICLE - 1 OBJET ET DUREE DU MARCHE

---

### 1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet **la fourniture de matériels et produits médicaux destinés à la clinique dentaire de Meurthe et Moselle gérée par l'UGECAM Nord-Est. Les fournitures objet du marché figurent au bordereau de prix unitaires (BPU).**

### 1.2 - Durée du marché

Le marché public est conclu pour une période ferme de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2025, ou à la date de réception de l'accusé de réception de la notification du marché si celle-ci est postérieure.

A l'issue de cette période initiale, le marché public est reconductible tacitement trois fois par périodes de 12 mois, sans que la durée totale du marché puisse excéder 48 mois.

L'acheteur a la faculté de mettre fin au marché à chaque période de reconduction. Cette décision sera alors notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire reste quant à lui tenu par son engagement pour la durée totale du marché, soit 48 mois maximum.

Tous les cas de résiliation du présent marché sont prévus à l'article 10 du présent CCP.

## ARTICLE - 2 DISPOSITIONS GENERALES

---

### 2.1 - Forme, spécification et procédure de passation du marché

Le marché public est un marché à procédure adaptée (MAPA) à bons de commandes passé selon les articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il est régi par le CCAG fournitures courantes et services (FCS) en vigueur et le présent cahier des clauses particulières (CCP).

## 2.2 – Textes applicables et documents de référence (liste non exhaustive)

- Le code du travail,
- Le code de la santé publique,
- Le code de la commande publique,
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018,
- Les normes et règlements de sécurité en vigueur à la date du marché,

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. De par sa qualité de professionnel, il sera seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable au cours du présent marché.

## 2.3 – Allotissement

Le présent marché est composé de trois (3) lots détaillés ci-dessous :

- Lot n°1 : Produits consommables pour soins,
- Lot n°2 : Produits consommables pour prothèses,
- Lot n°3 : Instruments.

Conformément à l'article R.2113-1 du code de la commande publique, les candidats pourront soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou la totalité des lots.

La totalité des lots pourra être attribuée à un seul et même candidat.

## ARTICLE - 3 *PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE*

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS en vigueur, les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe,
  - *Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)*,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur,
- Le mémoire technique (MT) complété par le titulaire,
- Les bons de commandes au fur et à mesure de leur émission,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG-FCS et les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, sont des pièces générales non jointes au dossier de consultation des entreprises, et sont par nature, réputés connus du titulaire du présent marché.

Les exemplaires originaux des autres pièces énumérées ci-dessus, conservés par l'acheteur, font seuls foi.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables dans le cadre du présent marché.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du marché ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché désignées au présent article.

## ARTICLE - 4 *ENGAGEMENT DU TITULAIRE*

---

***Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.***

Celles-ci devront être conformes aux exigences de qualité en vigueur dans la profession du titulaire, et satisfaire aux conditions énoncées à l'article 5 du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire s'engage également, pour les prestations effectuées, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, ainsi que dans son domaine d'activité.

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient subvenir en cours d'exécution du marché.

## **ARTICLE - 5**      **EXECUTION DU MARCHE**

---

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties privilégieront la communication par courriel, afin d'associer la rapidité de transmission à la garantie d'une date certaine.

Les communications téléphoniques qui seraient nécessaires, notamment en cas d'urgence, feront l'objet d'une confirmation par courriel.

Les boîtes aux lettres électroniques à utiliser exclusivement sont indiquées à l'article 16 du présent CCP.

Le titulaire, quant à lui, indiquera également à l'article 16 du présent CCP, les coordonnées à utiliser dans le cadre de la communication avec l'UGECAM Nord-Est.

### **5.1 – Obligations du titulaire**

#### **5.1.1 Obligation de résultat**

Le titulaire accepte de prendre en charge la réalisation des prestations du marché, pour le ou les lots qui lui sont attribués, dans les conditions et selon les obligations figurant au présent marché.

Chaque intervenant est formé et qualifié pour intervenir dans les règles de l'art dans le domaine d'activité lié à l'objet du marché.

#### **5.1.2 Obligation de conseil et d'alerte**

Le titulaire sera force de proposition auprès de l'UGECAM Nord-Est dans la passation de ses commandes.

A cette fin, le titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. A ce titre, il doit présenter à l'acheteur, sous une forme adaptée, toutes les propositions utiles de nature, notamment, à améliorer les conditions de mise en œuvre ou la qualité des fournitures objets du présent marché.

Le titulaire assure également auprès de l'acheteur un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché dont il a la responsabilité sans délai à compter de la connaissance de l'événement et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

### **5.2 – Description des prestations**

La liste des produits habituellement utilisés figure aux bordereaux des prix unitaires.

Les marques des produits figurant aux bordereaux des prix unitaires doivent permettre de mieux définir la nature et le niveau de qualité des articles demandés.

Les produits figurant sur le bordereau des prix correspondent à l'usage actuel des dentistes. Ils pourront être modifiés pendant la durée du contrat. Tout changement définitif de produit se fera après validation des dentistes.

En cas de suppression ou d'indisponibilité d'un produit, le fournisseur s'engage à en informer l'acheteur et à proposer un produit équivalent. En cas de rupture d'approvisionnement d'un produit, le titulaire doit informer l'acheteur de la durée de la rupture et proposer un produit équivalent. Si l'acheteur n'est pas d'accord sur le produit proposé, il se réserve le droit de s'adresser à un autre prestataire.

Dans l'éventualité où le produit demandé ne peut être fourni par le titulaire du marché, l'UGECAM Nord-Est se réserve le droit de passer commande exceptionnellement et dans le respect de la réglementation auprès d'un autre fournisseur.

### 5.3 – Modalités d'exécution des prestations

#### 5.3.1 – Délais de livraison

Les délais de livraison des commandes sont définis dans le tableau ci-dessous.

Ils courent à compter **de l'accusé de réception de l'envoi du bon de commande par l'acheteur**. Cet envoi se fait par courriel aux adresses mails fournies par le titulaire à l'article 16 du présent CCP.

Si aucun accusé-réception n'est parvenu à l'organisme dans les 24 heures de l'envoi du bon de commande, alors le délai court à compter du jour ouvré suivant l'envoi du bon de commande.

Type de livraisons	Délai de livraison maximum autorisé
<b>Commandes « Urgentes »</b> : les commandes urgentes devront être exprimées comme telles par l'acheteur dans son bon de commande.	2 jour ouvrés
<b>Commandes « Courantes »</b> : toutes les commandes non définies comme urgentes.	5 jours ouvrés

Le candidat pourra indiquer au point 1 de son mémoire technique, des délais de livraison plus courts s'il le souhaite. Ces délais seront alors contractuels et l'engageront sur la durée totale du marché.

#### 5.3.2 – Lieux de livraison

Les livraisons seront effectuées, soit auprès du guichet de la Clinique Dentaire durant les heures d'ouverture du cabinet, soit adressées par l'intermédiaire de La Poste ou par tout mode de transport à l'adresse suivante :

**UGECAM Nord-Est**  
**Clinique Dentaire - Secrétariat - 20 rue Saint-Thiébaud - 54000 Nancy**

Heures d'ouverture de la clinique dentaire : du **lundi au vendredi : 08H30 à 11H30 et 13H30 à 16H30**.

#### 5.3.3 – Stockage, emballage et transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS en vigueur, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

En cas de palettisation, sauf précision contraire dans le bon de commande, le transport devra être effectué en camion équipé d'un hayon et d'un transpalette pour le déchargement. L'accès est limité aux camions avec hayon de moyen tonnage. Pour des raisons de sécurité, les camions non conformes seront renvoyés aux frais du titulaire.

En aucun cas, le titulaire ne pourra emprunter le matériel de l'UGECAM Nord-Est (exemple : transpalette) pour décharger et livrer les fournitures commandées. De même, les agents de la clinique dentaire ne participent pas au processus de déchargement des livraisons et ne sont pas autorisés à aider aux manœuvres des camions sur la voie publique. Par conséquent, le titulaire est tenu de s'assurer que le personnel de l'entreprise de livraison est suffisamment équipé pour chaque commande.

Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire.

Le conditionnement devra être adapté au contenu. Sur l'emballage, devront figurer la nature des fournitures.

### 5.3.4 – Bordereaux de livraison

Les fournitures livrées doivent impérativement être accompagnées d'un bordereau de livraison établi en double exemplaire. Ce dernier doit être directement accessible par l'agent de la clinique dentaire réceptionnaire sans ouverture des colis (par exemple sous pochette transparente collée sur le carton).

Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

Livraison par un transporteur : bon de transport	Livraison par le titulaire : bordereau de livraison
<ul style="list-style-type: none"><li>- La désignation et le nombre de colis.</li><li>- La date de remise du ou des colis.</li><li>- Le nom du transporteur.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'identification du titulaire.</li><li>- Le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison.</li><li>- L'identification et les références des fournitures objets de la livraison.</li><li>- Les quantités livrées.</li><li>- Le nombre de colis.</li><li>- La date d'expédition des colis.</li><li>- Eventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restant à livrer et leurs délais.</li></ul>

L'acheteur et le titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Le titulaire est déclaré responsable des fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de la clinique dentaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

### 5.3.5 – Contrôles et vérifications

#### ➤ Vérification au moment de la livraison

Au moment de la livraison, il est vérifié :

- Que les quantités reçues sont identiques à celles indiquées sur le bon de transport (ou le bulletin de livraison) et le bon de commande,
- Que les fournitures n'ont subi aucune détérioration.

La date de prise en charge, ainsi que toute anomalie constatée, sont consignées sur le bon de transport ou bordereau de livraison.

**△ La signature apposée sur le bon de transport ou le bordereau de livraison lors du dépôt des marchandises ne peut être considérée comme l'admission des fournitures en qualité et en quantité.**

#### ➤ Vérification après la livraison

L'UGECAM Nord-Est se réserve un délai de 48 heures ouvrées afin de vérifier la conformité qualitative et quantitative des fournitures reçues. Ces vérifications portent sur :

- Les quantités reçues : vérification en comparant les articles réellement réceptionnés avec les stipulations figurant sur le bon de commande et le bon de livraison,
- La qualité des articles reçus : vérification que les articles n'ont subi aucune altération s'opposant à leur emploi dans des conditions normales, conformément à l'article 5 du CCP.

#### ➤ Décisions après vérifications

L'absence de signalement d'anomalies dans les 48 heures ouvrées suivant la livraison vaut admission des fournitures.



- *Vérification quantitative non conforme*

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la demande de livraison ou bon de commande, le titulaire peut être mis en demeure :

- Soit, de reprendre dans les cinq jours ouvrés à compter de la livraison, l'excédent, si la livraison dépasse la demande de livraison ou bon de commande. Dans le cas où le titulaire n'aurait pas repris l'excédent dans le délai imparti, le pôle gestion des approvisionnements pourra le réexpédier aux frais du titulaire.
- Soit, de compléter la livraison dans les cinq jours ouvrés à concurrence de la quantité totale prévue sur la demande de livraison ou bon de commande.

- *Vérification qualitative non conforme*

Si les fournitures ne répondent pas aux spécifications qualitatives, elles seront refusées et devront être remplacées dans les cinq jours ouvrés suivant la mise en demeure écrite du titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, ledit représentant peut, compte tenu de la nature du défaut constaté, admettre les fournitures avec réfaction déterminée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le défaut entraîne le rejet des fournitures et son remplacement dans les 5 jours ouvrés suivant la mise en demeure écrite du titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 5.3.6 – Sécurité

#### Prescriptions relatives à la sécurité :

En début de marché, le titulaire devra prendre contact avec le référént sécurité de l'UGECAM Nord-Est afin de prendre toutes les dispositions afférentes à la sécurité (plan de prévention, plan particulier de sécurité relatif à la circulation et aux opérations de chargement – déchargement sur le site, etc...).

### 5.4 – Durée de validité des produits

Pour les produits dont la péremption est inférieure ou égale à un (1) an, la durée de validité restant à courir devra être au moins égale ou supérieure au deux tiers de la durée de la validité totale, au moment de la livraison. Pour les produits dont la péremption est supérieure à un (1) an, la durée de validité restant à courir devra être au moins égale à un (1) an, au moment de la livraison.

### 5.5 – Pénalités et réfections

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour remplir ses obligations contractuelles ou, en cas d'impossibilité, à en informer l'acheteur, de préférence par courriel à l'adresse communiquée par ce dernier ou à défaut par tout autre moyen écrit, dans les plus brefs délais.

Cependant, en cas de non-respect des termes du marché public, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur, ces pénalités s'appliqueront selon les conditions définies ci-après.

#### 5.5.1 – Nature et montant des pénalités (HORS champ de TVA) et réfections

##### **Pénalités de retard :**

Lorsque le délai de livraison susmentionné est dépassé du fait du titulaire (ou un délais inférieur si le titulaire s'y est engagé dans son offre), celui-ci pourra encourir, sans mise en demeure préalable, des pénalités par jour ouvré de retard à hauteur de 10 % du montant TTC du bon de commande concerné.

##### **Défaut de production du bordereau de livraison :**

En cas de non production du bordereau de livraison une pénalité d'un montant de 10 euros sera appliquée par bordereau manquant.

##### **Pénalités en cas de qualité ou quantité insatisfaisante :**

En cas de fourniture ou de produits médicaux livrés en quantité ou qualité non-conforme à la commande et non remplacés dans les délais indiqués à l'article 5.3.5 du présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de 10 % appliquée sur le montant de la fourniture livrée non-conforme.

### **Réfections pour mauvaise exécution des prestations :**

***Seules les prestations effectivement réalisées conformément au CCP ouvrent droit à paiement.***

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS en vigueur, lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

- Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.
- Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

### ***5.5.2 – Modalités d'application des pénalités***

Les pénalités sont applicables dans les conditions exposées à l'article 5.5.1 ci-dessus, et sont cumulables.

Elles sont notifiées par tout moyen écrit (courriel, courrier) permettant de donner une date certaine à la décision, mais principalement par échanges dématérialisés à l'adresse courriel communiquée par le titulaire à l'article 16 du présent CCP.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG en vigueur, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités seront retenues sur les factures à régler.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS en vigueur, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

### ***5.6 – Clause de non exclusivité***

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS en vigueur, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires pour des prestations similaires à celles dont le présent marché fait l'objet, en cas d'incapacité du titulaire à honorer une commande qui lui a été passée, dans les conditions prévues au marché.

### ***5.7 – Prestations HORS BPU***

L'acheteur se réserve le droit de demander un devis au titulaire pour des fournitures ou produits médicaux hors BPU.

En cas d'accord, les conditions d'exécution des commandes hors BPU seront identiques à celles des commandes figurant au BPU (délais de livraison et autres conditions exprimées à l'article 5.3 du présent CCP).

Pour ces prestations, l'acheteur se réserve le droit de mettre le titulaire en concurrence avec d'autres prestataires.

D'autre part, le titulaire pourra proposer, durant toute la durée du marché, un pourcentage de réduction pour les commandes de la clinique dentaire dont les fournitures ou produits médicaux ne figurent pas au BPU. Ce pourcentage sera à indiquer dans l'annexe 1 du présent CCP (Bordereau des Prix Unitaires). Cette remise sur catalogue est une remise minimum garantie pendant toute la durée du marché.

## **ARTICLE - 6      PRIX DU MARCHE**

---

Le présent marché sera traité à prix fermes la première année, puis sera révisé selon les modalités prévues à l'article 6.3 du présent CCP.

### **6.1 – Contenu et forme des prix**

Les prix conclus dans le cadre de ce marché sont traités à prix unitaires en application des tarifs indiqués par le titulaire dans le Bordereau de Prix Unitaires.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS en vigueur, l'ensemble des prix indiqué au BPU est réputé comprendre :

- Les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant les prestations,
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison souhaité,
- Les frais généraux, d'assurance et toutes taxes afférentes,
- Les frais liés à la production et à la fourniture des documents de suivis (bons de livraison, factures...),
- Toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément, de quelque sorte que ce soit, ne puisse s'y ajouter,
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les tarifs comprennent également les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des missions qui lui sont confiées dans les conditions et délais fixés par le marché.

Les prix sont précisés en euros (€) hors T.V.A. Ils seront majorés du montant de la T.V.A. en vigueur au jour de l'établissement du bon de commande.

### **6.2 – Bon de commandes**

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande et transmis au titulaire par mail aux adresses référencées à l'article 16 du présent CCP.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification du marché.

Ils comportent à minima les mentions suivantes :

- Raison sociale du titulaire,
- Références du marché,
- Numéro de bon de commande,
- Natures et références commandées,
- Prix unitaires et quantités commandées,
- Montant des prestations admises, établi conformément aux conditions contractuelles hors TVA,
- Montants et taux de TVA légalement applicables,
- Tous rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors du marché et directement liés au marché,
- Montant total TTC des prestations à réaliser.

Dès réception de la commande, le titulaire en accuse réception et prépare son exécution dans les délais prévus à l'article 5.3.1 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS en vigueur, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire en avertit l'acheteur dans les plus brefs délais et dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande. Dans ce délai, le titulaire lui adresse un

courriel de confirmation motivé expliquant la nature des difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### 6.3 – Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du présent marché sont fermes sur la période initiale de 12 mois, et sont ensuite révisables à chaque date anniversaire du contrat, par application de la formule ci-dessous :

$$P = P_o \times \{0,10 + (0,70 \times \text{CPF } 32.50 / \text{CPF } 32.50_o) + (0,20 \times \text{ICHT-N} / \text{ICHT-No})\}$$

Dans laquelle :

P = prix après révision.

P<sub>o</sub> = prix indiqué au BP aux conditions du mois zéro (M0).

**CPF 32.50** = Indice de prix de production de l'industrie française pour les instruments et fournitures à usage médical et dentaire, à la date de demande de révision des prix (Identifiant : 010764271, établi par l'INSEE, sur le site [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr), rubrique indices et séries statistiques).

**CPF 32.50<sub>o</sub>** = Indice de prix de production de l'industrie française pour les instruments et fournitures à usage médical et dentaire le plus récent du « mois zéro » (Identifiant : 010764271, établi par l'INSEE, sur le site [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr), rubrique indices et séries statistiques).

**ICHT-N** = Indices du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Services administratifs (Identifiant : 001565196, établi par l'INSEE, sur le site [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr), rubrique indices et séries statistiques) à la date de demande de révision des prix,

**ICHT-No** = Indices du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Services administratifs (Identifiant : 001565196, établi par l'INSEE, sur le site [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr), rubrique indices et séries statistiques) du mois « zéro »).

La révision des prix a pour but de prendre en compte les évolutions des conditions économiques et produit ainsi que ses effets à la hausse comme à la baisse.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les coefficients seront arrondis au millième supérieur.

Les montants en euros seront arrêtés à deux décimales et les règles de l'arrondi arithmétiques seront appliquées si nécessaire.

Il appartient au titulaire de fournir l'ensemble des éléments relatifs au calcul de la révision. A l'appui d'un bordereau des prix récapitulant les prix révisés, le titulaire devra fournir obligatoirement les justificatifs des indices et index concernés par la formule de révision des prix.

L'acheteur notifie au titulaire son acceptation de la révision de prix dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

L'acceptation définitive de la révision de prix se traduit par la signature par les deux parties, du BP révisé.

Clause de sauvegarde : l'UGECAM Nord-Est se réserve le droit de résilier unilatéralement et sans indemnité le marché à la date d'application des tarifs révisés lorsque l'augmentation est supérieure à 10 %.

## ARTICLE - 7 MODALITES DE REGLEMENT

---

### 7.1 – Acomptes

Les modalités de règlement des acomptes sont définies aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique.

### 7.2 – Présentation des demandes de paiement

Les factures seront adressées à l'issue de chaque commande et après livraison.

En application des dispositions des articles L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

**Nota :** le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le **vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée** : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'acheteur informera le titulaire du rejet de sa facture, par mail ou par courrier, et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'acheteur informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le pouvoir adjudicateur en tant que destinataire de la facture :  
**424 273 407 00322**

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra faire parvenir la facture au format papier, en un exemplaire original, par voie postale à l'adresse :

**UGECAM Nord-Est**  
Service en charge des CSD  
75 Boulevard Lobau  
54000 NANCY

La facture papier ou électronique portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- Le cas échéant, le numéro de SIRET,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- La référence du marché,
- Le numéro du bon de commande,
- La date d'exécution des prestations,
- La référence, la désignation des prestations et leur quantification,
- Le montant unitaire des prestations admises, établi conformément aux conditions contractuelles hors TVA,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables,
- Tous rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- Le montant total TTC des prestations réalisées,
- La date de facturation,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

**Remarque :** en cas de sous-traitance déclarée et acceptée, les factures du sous-traitant supérieures ou égales à 600 € T.T.C devront être adressées par ce dernier à l'organisme concerné pour un paiement direct, ainsi qu'au titulaire du marché pour validation. Pour éviter des erreurs de paiement, le titulaire devra impérativement fournir le détail des prestations sous-traitées avec les montants afférents.

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes, adressées par le titulaire, ou le cas échéant par son sous-traitant à l'acheteur.

Les factures ne pourront donner lieu à règlement que si le service est réalisé en totalité.

Ainsi, une prestation pour laquelle le bon de livraison est manquant ne pourra par exemple pas donner lieu à paiement avant régularisation.

En cas de retard de paiement, le créancier a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'acheteur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours pour l'acheteur.

### **7.4 - Paiement des groupements d'opérateurs économiques (cotraitants)**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS en vigueur.

### **7.5 - Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS en vigueur, seuls seront notifiés au titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement,
- La copie de l'annexe financière.

Le pouvoir adjudicateur délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du titulaire.

## **ARTICLE - 8 SOUS-TRAITANCE**

---

Les obligations du candidat en matière de sous-traitance sont celles énoncées par la loi du 31 décembre 1975, ainsi que les articles L.2193-1 à L.2193-14, R.2193-1 à R.2193-22 et R.2393-24 à R.2393-40 du code de la commande publique.

Le titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique).

La sous-traitance n'est autorisée que dans les cas suivants :

- Elle ne peut porter que sur les marchés publics de travaux ou de services mais en aucun cas sur les marchés publics de fournitures,
- Elle ne peut-être que partielle,
- Elle n'est régulière qu'après accord du pouvoir adjudicateur ; ainsi le candidat précisera le ou les domaine(s) d'intervention pour le(s)quel(s) il aura recours à la sous-traitance et il devra identifier ses sous-traitants.

La sous-traitance et l'emploi de personnes en difficulté d'insertion :

Le titulaire du marché aura la possibilité de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion. Pour ce faire, le titulaire pourra, s'il le souhaite et pour les prestations pour lesquelles la sous-traitance est autorisée, faire appel à des structures d'insertion par l'activité économique agréées par l'Etat.

Les structures d'insertion par l'activité économique ont pour objet principal l'insertion par l'emploi. Il s'agit de mettre en situation de travail des personnes qui, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, peuvent toutefois être placées en emploi moyennant un soutien. Ces structures proposent à ces personnes des contrats de travail et mettent à la disposition des salariés en insertion un encadrement professionnel et social afin de rendre leur accès le plus rapide au marché de l'emploi classique.

Si le montant des prestations sous-traitées atteint 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant devra également être fourni avec la déclaration. En effet, selon les dispositions du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficie du droit au paiement direct dès lors que le montant des prestations exécutées en application du marché est supérieur ou égal à 600 € TTC.

## **ARTICLE - 9            GARANTIE, RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

---

### **9.1 – Garantie**

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS en vigueur, les prestations du marché font l'objet d'une garantie minimale d'un an, le point de départ du délai de garantie étant la date de notification de la décision d'admission. Pendant le délai de garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais, la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, dans les délais et conditions prévus à l'article 33 du CCAG-FCS en vigueur.

### **9.2 – Responsabilité**

Le titulaire a la charge entière de la stricte application des lois et règles ; notamment celles de la législation et de la réglementation du travail.

A ce titre, et conformément à l'article 6 du CCAG-FCS en vigueur, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur en France.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations sur la durée totale du marché, sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire est également responsable :

- Des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses prestations,
- Des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant aux organismes par suite ou en cours d'exécution de ses prestations,
- Du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux des organismes.

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le pouvoir adjudicateur en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'UGEAM Nord Est et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir à l'acheteur de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité



d'empêcher. On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement atteinte au déroulement normal de l'exécution du marché.

### **9.3 – Assurance**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS en vigueur, tout titulaire (mandataires et groupements d'opérateurs économiques inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances nécessaires, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire s'engage à maintenir l'ensemble de ses polices d'assurance en vigueur, pendant toute la durée du présent marché et notamment à payer régulièrement les primes correspondant aux échéances contractuellement convenues.

## **ARTICLE - 10 RESILIATION**

---

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS en vigueur.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-8 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire, sans indemnité.

Il en sera de même si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de celle-ci.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de mettre fin au marché à chaque période de reconduction. Cette décision sera alors notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

## **ARTICLE - 11 FORCE MAJEURE**

---

Par force majeure, il faut entendre tout évènement imprévu ou toute circonstance fortuite dont l'origine est indépendante de la volonté de la partie qu'elle affecte et qui ne pouvait être évité(e) ni empêché(e) malgré tout le soin requis et qui rend partiellement ou totalement impossible ou illégal pour la partie concernée, l'accomplissement de ses obligations découlant du marché.

Sont notamment considérés comme « évènements de force majeure », pour autant qu'ils respectent les conditions ci-dessus mentionnées, les cas repris dans la liste non exhaustive suivante :

- Lois et décisions du gouvernement ou des autorités gouvernementales ou des représentants gouvernementaux,
- Actes de l'ennemi public, guerres, troubles civils et militaires, blocus, insurrections, émeutes, épidémies, pandémies, quarantaines, actes de terrorisme, ...
- Foudre, tremblements de terre, incendies, catastrophes aériennes et maritimes, explosions, interruptions de l'approvisionnement en énergie,
- Grèves extérieures au personnel de la Partie qui revendique le cas de force majeure.

Si en raison d'un évènement de force majeure, une partie ne peut accomplir les obligations qui lui incombent en application du présent marché, sa responsabilité ne pourra être mise en cause et l'exécution de ces obligations sera suspendue aussi longtemps que perdurera l'évènement de force majeure.

La partie affectée par un évènement de force majeure doit néanmoins continuer à exécuter celles de ses obligations qui ne seraient pas affectées par le cas de force majeure lorsqu'une telle exécution fractionnée ne présente pas de danger pour les matériels et pour toute personne intervenant sur les matériels, et faire en sorte de reprendre dès que possible l'exécution normale du présent marché.



La partie qui sollicite la suspension de l'exécution de ses obligations informera l'autre partie par tout moyen dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 8 jours qui suivront le jour où elle aura connaissance de la survenance de l'évènement de force majeure et en précisera les circonstances.

Les parties prendront toute mesure appropriée afin de limiter les conséquences dommageables de l'évènement de force majeure.

## **ARTICLE - 12      REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

---

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE - 13      REGLEMENT DES LITIGES – LANGUES – EVOLUTION DE LA LEGISLATION**

---

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

En cas de différend concernant l'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire peuvent, dans le but d'aboutir à une solution amiable et équitable, saisir :

- Soit le médiateur des entreprises (articles L2197-4, R2197-23 et R2197-24 du code de la commande publique),
- Soit le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nancy.

A défaut d'accord amiable, toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du tribunal judiciaire de Nancy, rue du Général Fabvier à Nancy (54035).

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main-d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-FCS en vigueur, toute évolution législative en cours d'exécution du marché s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par une modification du marché sauf :

- Pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.
- Pour le cas où une disposition de ladite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

- Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

- Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

- Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## ARTICLE - 15      DEVELOPPEMENT DURABLE

---

Le pouvoir adjudicateur s'inscrit dans une démarche de développement durable ce qui suppose qu'il exige de la part de ses fournisseurs qu'ils prennent les mesures qui s'imposent au regard notamment de la protection de l'environnement.

A ce titre, seront détaillés au point 2 de son mémoire technique, les moyens mis en œuvre par le titulaire pour respecter cet engagement, comme :

- Les solutions mises en place pour éviter les emballages sous films plastiques,
- La formation ou information éco-conduite des intervenants...

## ARTICLE - 16      DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHE

---

Pour une bonne gestion du marché ou pour tous renseignements, l'acheteur désigne ci-dessous les représentants qui seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire.

Fonctions	Noms & prénoms	Coordonnées (portable, E-mail)
Responsables technique	Martine MARLIER Brigitte MAGINOT	Tél. : 03.85.85.49.78

De même, le titulaire désignera les personnes référentes de ce marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'organisme.

Fonctions	Noms & prénoms	Coordonnées (portable, E-mail)
Responsable commercial		
Responsable facturation		
Responsables technique		

En cas de changement de référents ou de leurs coordonnées, le titulaire du marché en informe l'acheteur dans les meilleurs délais par courriel aux adresses indiquées ci-dessus.

## ARTICLE - 17      DEROGATION AU CCAG-FCS EN VIGUEUR

---

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS,
- L'article 5.5 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS,
- L'article 6.2 du CCP déroge à l'article 13.2.2 du CCAG-FCS,
- L'article 7.5 du CCP déroge aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS,
- L'article 13 du CCP déroge aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS.

Pour le Pouvoir Adjudicateur,  
La Directrice Générale de l'UGECAM Nord-Est,  
Madame Christelle PROST,

Pour le(s) lot(s) n°.....  
A Nancy, le.....

Le titulaire,

Pour le(s) lot(s) n°.....

A....., le.....  
(*Cachet, nom du responsable et signature*)